FOOTBALL

LE CS CONSTANTINE À LA RECHERCHE DE SON PASSÉ GLORIEUX

De nouveau... l'impasse

Djamel Allam, le candidat venu du froid (Finlande) pour briguer le poste de président du doyen de l'est, a jeté un de ces… froids jeudi passé au cours de l'assemblée générale élective du CSC en retirant sa candidature.

Celui qui était donné à Constantine dans la microcosmique famille du football comme le futur Thor Heyerdall, fort, sans peur, sans reproche et… riche (c'est ce que prétendent ses laudateurs), des Vert et Noir, s'est défilé au moment où était entamée la dernière ligne droite du parcours.

Mais était-il sérieux qu'il en soit autrement ? Les Sanafir n'ont pas tiré des enseignements de la candidature de Saïdi Mohamed, alias Moumou lequel, est-il utile de le rappeler, qui avait annoncé sa démission au moment où de l'urne étaient retirés les bulletins lui offrant une bourrasque en guise de victoire face aux autres candidats. Effectivement «l'élu» démissionnera quarante-huit heures plus tard après avoir visité les infrastructures du CSC, tenu une séance de travail avec ceux qui font et défont le club (hommes de l'ombre certes mais force des plus agissantes) et concocté un programme quinquennal (1999-2004) des plus ambitieux. L'épicier, c'est vraisemblablement sa véritable occupation, était à l'époque présenté comme une sorte d'outsider des géants de la grande distribution à même d'arroser le club d'argent et en faire un égal des USMA, JSK, MCA. Or, pour le président éphémère, il n'était pas question de placer un franc (monnaie encore en cours) s'il n'en récupérait pas le quintuple. Et Moumou réfléchissait déjà au moyen de faire de l'hôtel Marhaba, objet de toutes les convoitises et boîte de Pandore des comités qui se sont succédé, outre le lieu de résidence des joueurs étrangers à la ville, un claque, une vocation qu'il avait déjà et qui était de notoriété publique. Ce n'est qu'une fois sérieusement au courant de ce qui l'attendait et du rôle de vache laitière auquel il était promis que Saïdi mettra les voiles sans crier gare, laissant le CSC livré à lui-même, permettant toutefois l'élection d'un autre rêveur, en l'occurrence Ounis Noureddine, dit Roma, qui fera à sa manière son beurre à partir dudit hôtel parvenant même à modifier le statut administratif et commercial de la bâtisse.

Enfin, pour en revenir à Djamel Allam, le fringant jeune homme qui s'est mis sur son «31» lors de l'assemblée générale ordinaire mettant fin à l'exercice du mandat de Bouhlassa (président du comité de sauvegarde), a tout de suite mesuré le jour même la difficulté de la mission qui l'attendait sachant qu'une partie de l'assemblée générale le… vomissait et lui en donnait la preuve en s'opposant à l'obtention de la qualité de membre, passage obligé pour en faire un candidat éligible.

Le tohu-bohu qui s'en suivra aurait pu prendre fin avec le rejet de sa candidature, mais l'intrusion de dizaines de supporteurs, qui tenaient mordicus à ce que Djamel Allam soit élu, a eu raison des ruades dans les brancards des légalistes. Le «Nordique» d'importation fera partie de la famille. Ainsi en a-t-il été décidé par la rue.

Une reconnaissance sur laquelle reviendra l'AG qui la lui retirera sans élégance parce qu'il a refusé de maintenir sa candidature. C'est dire la dimension d'auberge espagnole que peuvent avoir les assemblées d'associations sportives. Des assemblées corvéables à merci et au gré de tout le monde.

Photos : DR

D. Allam et Bouhlassa, des candidats décriés.

Le candidat météore, semblerait-il, aurait reçu des menaces. De qui ? Nul ne le sait et dès lors, l'atmosphère générale est frappée d'une suspicion. Chacun suspectant l'autre comme dans un roman de cet auteur lui aussi venu du froid en l'occurrence Ian Flemming, le père de James Bond.

Mais sans nul doute que D. Allam a plus d'imagination livresque que la conduite d'un club de football du gabarit et plus particulièrement du gabarit des problèmes qu'il aurait eu à affronter s'il avait confirmé ses intentions. Depuis le départ de Ghoualmi, il y a au sein du doyen de l'est une réelle volonté de le faire imploser. Les candidats les plus qualifiés pour en prendre la tête ne le feront pas parce qu'ils savent qu'ils auront à faire face à des adversaires dont la technique, voire la stratégie, est d'attaquer au-dessous de la ceinture… Celui qui prendra les destinées du CSC aura besoin d'être protégé beaucoup plus de ses amis que de ses ennemis. C'est une règle immuable chez les Vert et Noir.

Adlane B.

TEMPS D'ARRÊT

Où va la FAF ?

Le mandat électif de l'instance que dirige Abdelhamid Haddadj expire au mois de décembre prochain. Outre les affaires pendantes mettant en péril la crédibilité de la Ligue nationale et de sa tutelle et la qualification compromise des Fennecs à la CAN-2010, le football algérien continue de souffrir du manque de communication de ses responsables, tous ses responsables. C'est que cette anomalie n'est pas uniquement «balisée» envers le monde extérieur des structures de gestion du sport-roi. Elle l'est davantage proscrite entre les différents démembrements de cette discipline. Toutes les directions souffrent du relationnel. Ce qui, bien entendu, se répercute sur l'ensemble de l'édifice mais aussi sur le personnel, footballeurs y compris. Le dernier épisode qui a vu la Ligue nationale rendre son verdict dans l'affaire «Aïssaoui» deux semaines après la réunion du bureau de la LNF en est la parfaite illustration de ce jeu dangereux auquel les instances de gestion du football se livrent à chaque fin de saison. Un dossier qui, d'habitude, est traité en 72 heures est laissé «pendant», provoquant des tensions et des supputations aux conséquences invraisemblables, incontrôlables. Et quand la rue vient à s'agiter, ces instances se livrent à une autre mauvaise plaisanterie consistant, au prix d'un silence pas du tout olympien, à favoriser la propagation des rumeurs alimentées généralement par des membres élus en mal de notoriété. N'étaient la sagesse de certaines parties et la célérité des services de sécurité, le football aurait perdu une nouvelle partie face à la violence dont le pays ne cesse de payer la facture. Toutes ses «dérives» sont imputables à l'instance de Dely-Ibrahim et à celle nouvellement installée près du cimetière d'El Alia.

Cette dernière structure a eu à traiter une affaire (le dossier Khellidi) sous la pression de la rue et des dirigeants harrachis. Le site de la LNF rapportant les griefs retenus à l'encontre des Harrachis, fans ou responsables, met en valeur le caractère pénal d'une telle affaire mais se contente de livrer des sanctions d'une année à l'encontre du vice-président, du SG du club banlieusard. Dans cette litanie, la FAF, qui avait décidé de confirmer le gain du match attribué par la CRQ à l'USMH, n'a même pas procédé à l'application des RG en auditionnant les dirigeants du RCK qui avaient des choses à dire à propos du cas du joueur incriminé. La FAF de Haddadj sait très bien que cette affaire soumise à la justice et au Tribunal algérien du sport (TAS) sera traitée autrement et, mieux, connaîtra un verdict conforme à la législation algérienne. Le dossier Aïssaoui n'est pas loin d'être du même acabit et devrait, lui aussi, connaître un verdict plus juste. Dans ce cas, la Fédération, qui s'était déjà plantée dans le traitement du dossier de Bou-Saâda, aura du mal à se déjuger, elle qui croyait avoir bien fait d'annoncer une assemblée générale extraordinaire pour le début de ce mois de juillet en vue, entre autres, de soumettre à débat le projet de changement du système de compétition. Le revirement à 180° opéré par l'instance de Haddadj est inqualifiable quoique la rue, comme les pouvoirs publics d'ailleurs, s'était déjà exprimée sur cette fuite en avant des dirigeants de notre football. Tous se rejoignent à penser que cette institution est la cause du mal qui ronge le sport-roi. Sans que personne arrive à bousculer l'ordre établi…

M. D.

WA MOSTAGANEM

Kaïd-Omar pressenti à la présidence

L'assemblée générale ordinaire a finalement eu lieu au complexe hôtelier «Sanoucia» en présence de M. Bouguelmouna et Larbi Benhadjar, respectivement président de l'association WAM et président de section football et ce, aux côtés des dirigeants du club, supporters et sympathisants. Les débats ont eu lieu dans une bonne ambiance sous l'œil attentif d'un représentant de la DJS.

Cela étant, les bilans moral et financier ont été adoptés par l'AG au moment où M. Benaïssa Mahdjoub, un ancien du Widad, fut désigné pour préparer et chapeauter la prochaine AG élective appelée à élire un nouveau patron du WAM. Dans ce contexte d'ailleurs, l'assistance a été quasiment unanime quant à l'indispensable investiture à la tête du club mostaganémois de M. Mourad Kaïd-Omar qui notons le, reste une figure de proue dans les milieux du Widad et ce, pour avoir toujours été au chevet du club et apporté son soutien aux Rouge et Blanc. Cet appel s'est avéré des plus pressants, dans la perspective d'un rapide retour en seconde division. Notons enfin que le comité sortant a dû, pendant l'exercice précédent, débourser la bagatelle de 1 milliard de centimes au moment où les dettes accumulées s'élèvent à 100 millions de centimes.

Sid-Ahmed Hadjar

DE PARTOUT… DE PARTOUT… DE PARTOUT…

ESPAGNE

Le sort de Laporta entre les mains des «socios»

Les «socios» (supporteurs membres) du FC Barcelone sont appelés aujourd'hui à se prononcer sur la gestion du président du club, Joan Laporta, lors d'un vote de censure organisé au Camp Nou.

L'actuelle direction du club catalan sera contrainte à la démission si au moins 66% des votants approuvent la motion de censure et si au moins 10% des «socios» participent au vote.

Lancée le 9 mai par deux des 118 528 «socios» du Barça, Oriol Giralt et Christian Castellvi, la procédure semblait au départ symbolique, mais a réussi à convaincre une partie des socios mécontents après une nouvelle saison très décevante (le dernier trophée du Barça est la Supercoupe d'Espagne 2006).

Vendredi, devant son groupe de soutien, Joan Laporta, président depuis 2003, a déclaré «se sentir mal si dans les moments où (il a) échoué (il a pu leur) faire du tort». M. Laporta a aussi accusé son ancien vice-président, Sandro Rosell, instigateur du transfert de Ronaldinho en 2003, d'être derrière cette motion de défiance. En cas de succès de la motion de défiance, des élections seraient alors convoquées pour élire un nouveau président. Le Barça a annoncé vendredi un bénéfice net de 10 millions d'euros sur un chiffre d'affaires de 309 M pour la saison écoulée, ainsi qu'un budget record de 380 M pour la saison à venir.

ALLEMAGNE

Vers un «changement de génération» dans les buts

Le sélectionneur de l'équipe d'Allemagne, Joachim Löw, a laissé entendre que Jens Lehmann ne serait bientôt plus le gardien de but de la Nationalmannschaft en annonçant «un changement de génération dans les buts». «Il va certainement y avoir bientôt un changement de génération dans les buts. Jens a 38 ans et nous avons avec René Adler et Manuel Neuer des jeunes gardiens qui ont déjà démontré leurs qualités», a expliqué Löw en marge du congrès de la Fédération allemande de football (DFB), vendredi soir à Francfort.

Löw a précisé qu'il n'avait pas encore discuté de la question avec Lehmann (61 sélections). Lehmann, qui a relégué sur le banc des remplaçants Oliver Kahn au printemps 2006, laisse planer le doute sur ses intentions. L'ancien portier d'Arsenal qui aura 39 ans en novembre, a signé un contrat d'un an avec Stuttgart (1re div. allemande). «On va prendre notre temps, discuter, nous avons besoin de temps pour mettre en ordre nos idées», a expliqué le sélectionneur, finaliste de l'Euro-2008 face à l'Espagne (1-0). «Nous allons prendre une décision ensemble», a-t-il indiqué.

Le prochain match de l'équipe d'Allemagne est une rencontre amicale contre la Belgique le 20 août, rencontre qui pourrait servir de match d'adieux à Lehmann, avant le début des qualifications pour le Mondial-2010 en Afrique du Sud.

Pour lui succéder, Adler, qui faisait partie à 23 ans de la liste des 23 retenus pour l'Euro-2008, semble avoir un avantage sur Neuer, de Schalke 04, à moins que Michael Rensing, qui va succéder à Oliver Kahn dans les buts du Bayern Munich cette saison, ne rattrape son retard. Par ailleurs, la DFB a annoncé qu'elle mettait un terme à sa collaboration avec Bernhard Peters, membre de son comité de haut niveau, qui avait critiqué durant l'Euro-2008 la préparation physique de l'équipe d'Allemagne.

PORTUGAL

La Fédération intransigeante

Le Conseil de justice de la Fédération portugaise de football a confirmé en appel les sanctions de la Ligue, qui avait condamné le Boavista à la relégation et suspendu le président du FC Porto pour 2 ans, pour corruption d'arbitres, ont annoncé hier les médias portugais.

La décision a été prise au terme d'une réunion houleuse qui avait commencé vendredi à 15h locales et s'est terminé hier tôt le matin, après le départ du président et du vice-président du Conseil de justice de la Fédération. «Les cinq membres restants ont décidé de continuer la réunion, considérant nulle la décision du président Antonio Gonçalves Pereira de mettre un terme à la réunion car elle avait pour but d'empêcher la prise de décisions», a indiqué le conseiller Alvaro Batista, à l'issue de la réunion. «J'ai beaucoup de doutes sur la légalité de cette décision», a aussitôt réagi le président du Boavista, Alvaro Braga Junior, à la télévision SIC Noticias.

La Ligue portugaise de football avait sanctionné le 9 mai dernier trois clubs, leurs dirigeants et plusieurs arbitres dans le cadre du scandale de corruption du «sifflet doré», portant sur un présumé trafic d'influence dans le football professionnel portugais, qui avait éclaté en avril 2004. Boavista, qui avait fini 9e du championnat, avait été relégué en deuxième division pour «pression avérée» sur des arbitres lors de trois matches de championnat en 2003 et 2004. Le FC Porto, condamné comme son président Jorge Pinto da Costa pour tentative de corruption d'arbitre lors de deux matches de la saison 2003/2004, s'était vu retirer 6 points, mais avait décidé de ne pas faire appel car il était sacré champion du Portugal malgré la sanction.

MAROC

Lemerre prend ses fonctions

Le Français Roger Lemerre, nouveau sélectionneur du Maroc, a pris officiellement ses fonctions à la tête des «Lions de l'Atlas», a annoncé hier la presse marocaine. Roger Lemerre, accompagné de Jean-Pierre Morland, ancien formateur à la Fédération française de football, appelé à assumer le poste de directeur technique national, s'est réuni avec Fethi Jamel, entraîneur de l'équipe nationale, a-t-on précisé.

Selon un responsable fédéral cité par la presse, le prochain match amical de l'équipe marocaine devrait avoir lieu contre le Sénégal ou le Mali, au mois d'août, avant les deux dernières journées des éliminatoires jumelées de la CM-CAN 2010 prévues au mois de septembre. Avant la sélection marocaine, Lemerre avait drivé l'équipe de Tunisie et celle de France.